

Synthèse régionale

L'économie guyanaise en attente de nouveaux moteurs

En 2014, l'économie de la Guyane était en croissance soutenue, portée par l'activité intense du secteur spatial. Cette évolution favorable en Guyane se fait dans un contexte mondial encore morose. En France, la croissance reste faible même si elle se consolide. En revanche, la zone Amérique latine et Caraïbes traverse de grandes difficultés (-0,1 %). Les deux pays voisins de la Guyane, le Surinam et le Brésil, sont en pleine crise politique. Dans ce contexte, l'économie guyanaise reste portée par le secteur spatial et l'investissement des entreprises et des ménages, qui ne compensent qu'en partie la stagnation de l'emploi, la faible commande publique et une consommation des ménages en berne.

Katia Le Goaziou, Rémi Charrier, Insee

Secteur spatial, investissement des entreprises et des ménages : les moteurs de l'économie restent inchangés

En 2015, le Centre Spatial Guyanais (CSG) a lancé 12 fusées ayant permis de mettre sur orbite 21 satellites. Comme en 2014, l'activité spatiale se maintient à un niveau élevé. Bien orientée, elle devrait rester dynamique avec le début des travaux sur le programme Ariane 6 et un important carnet de commandes. Malgré un ralentissement, l'économie guyanaise reste bien irriguée par les financements bancaires. Les crédits d'investissement des entreprises guyanaises sont dynamiques, en hausse de 41 M€ en 2015 et atteignant 487 M€. Les ménages accroissent leurs investissements dans l'habitat. Le rythme de croissance s'accélère (+11,4 %) et l'encours des crédits immobiliers des ménages atteint 791 M€.

Ces bons indicateurs ne se répercutent que peu sur la situation de l'emploi. L'emploi salarié est certes en augmentation de 1 %

en 2015, mais à un rythme nettement moins rapide que la croissance démographique (+2,2 %). Le taux de chômage augmente légèrement et s'établit à 21,9 % de la population active alors que le nombre d'inactifs dans le halo du chômage est en forte hausse.

Faiblesse de la commande publique et de la consommation des ménages

Avec des mises en chantier de logements à un niveau faible, la baisse de la commande publique, et la baisse des dépenses d'investissement des collectivités, le secteur de la construction reste en crise pour la deuxième année consécutive. Les salariés du secteur sont fortement touchés et leur nombre a diminué de plus de 7 %. Les créations d'entreprises dans la construction poursuivent leur chute, avec une diminution de 10 % par rapport à 2014. La crise dans la construction se répercute sur deux secteurs de l'économie. L'activité du port est en baisse, du fait notamment de la baisse des importations de matériaux de construction (-18 % de

ventes de béton prêt à l'emploi). Le marché automobile est également touché : les ventes de véhicules utilitaires et industriels sont en forte baisse.

La baisse des prix de l'énergie et des produits manufacturés ne semble pas avoir eu un effet positif important sur la consommation des ménages en 2015. Ainsi, les importations de biens de consommation des ménages sont en baisse alors que la population croît. Après trois années de baisse, les ventes de voitures particulières augmentent de nouveau, sans retrouver le niveau de 2011.

Au final, la situation en 2015 est comme en 2014, contrastée. Deux des principaux moteurs de l'économie guyanaise, la commande publique et la consommation des ménages, affichent des résultats décevants. La forte augmentation de l'enveloppe consacrée à la construction de logements sociaux, les travaux sur la base spatiale et la stabilité des prix pourraient permettre de relancer ces deux composantes de l'économie guyanaise en 2016.

Contexte national et international

Consolidation de la croissance nationale dans un contexte mondial atone

Jean-Baptiste Berry, Insee

En 2015, l'activité économique mondiale reste atone tandis que celle de la zone euro reprend du souffle. L'activité économique française augmente de 1,3 %. Dans les pays dits « émergents » et les pays « en développement », qui représentent toutefois plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays aux économies dites « avancées ». Trois transitions importantes continuent d'influer sur l'activité mondiale et ses perspectives. La première concerne le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et la réorientation progressive de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services. La seconde porte sur la forte baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base. La troisième est relative au décalage des politiques monétaires entre d'une part un durcissement progressif de la politique monétaire des États-Unis dans le contexte d'une faible reprise, et d'autre part l'assouplissement de celles de plusieurs autres grands pays avancés.

Une activité mondiale modérée en 2015

À l'échelle mondiale, l'activité économique a progressé de + 3,1 %, soit la plus faible progression depuis la récession de 2009. L'activité manufacturière et le commerce restent faibles en 2015 en raison d'une demande et d'un investissement modérés, notamment une baisse de l'investissement dans les industries extractives. En outre, la baisse spectaculaire des importations dans plusieurs pays dits émergents et pays en développement qui connaissent des difficultés économiques pèse sur le commerce mondial : ce dernier a fortement reculé au premier semestre 2015 avant de rebondir au second semestre à la faveur du rétablissement des échanges en Asie. Sur l'ensemble de l'année, les échanges mondiaux ont progressé de 2,5 %, après + 3,2 % en 2014 et + 2,4 % en 2013.

Les prix du pétrole ont diminué sensiblement en 2015, en raison d'anticipation sur des hausses soutenues de la production des

pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, tandis que la production pétrolière mondiale continue de dépasser la consommation. Les prix des autres produits de base, en particulier des métaux, ont aussi reculé. La baisse des prix du pétrole met à rude épreuve la situation budgétaire des pays exportateurs de carburants et pèse sur leurs perspectives de croissance. Dans les pays importateurs, surtout dans les pays dits avancés, où les baisses des prix sont répercutées intégralement sur les usagers, cette baisse soutient la demande des ménages et réduit les coûts de l'énergie pour les entreprises.

L'assouplissement monétaire dans la zone euro et au Japon se poursuit en 2015, tandis qu'en toute fin d'année, la Réserve fédérale américaine s'est affranchie de la borne du zéro en relevant le taux des fonds fédéraux. Globalement, les conditions financières dans les pays avancés restent très accommodantes. Les perspectives d'un relèvement progressif des taux directeurs aux États-Unis, ainsi que des accès de volatilité financière sur fond des craintes relatives aux perspectives de croissance dans les pays émergents, ont contribué à une baisse des flux de capitaux et à de nouvelles dépréciations monétaires dans beaucoup de pays dits émergents.

Regain en zone euro

L'activité économique est restée maussade dans les pays dits émergents, notamment en Chine où l'activité a encore ralenti, et dans les pays producteurs de pétrole qui ont pâti de la faiblesse de son cours. L'activité des économies dites avancées s'est consolidée après 2014, même si leurs exportations vers les pays dits émergents ont fléchi.

La croissance des pays anglo-saxons s'est affaïssée du fait de leur investissement productif ; en moyenne sur l'année 2015, l'activité des États-Unis a autant progressé qu'en 2014 (+ 2,4 %), la consommation des ménages contribuant pour l'essentiel. L'économie japonaise a rechuté.

Au sein de la zone euro, dans ce contexte de faiblesse des coûts de l'énergie pour les

entreprises et d'assouplissement monétaire, le PIB a crû de 1,6 % en 2015 après 0,9 % en 2014 et deux années de récession économiques en 2012 et 2013. La croissance s'est maintenue en Allemagne et en France et est restée vive en Espagne.

Consolidation de la croissance nationale

La croissance de l'activité économique pour l'année 2015 s'élève à + 1,3 %, après + 0,6 % en 2014. La dépense de consommation des ménages accélère nettement (+ 1,5 % après + 0,7 % en 2014) et l'investissement se redresse (+ 1,0 % après - 0,3 %). La contribution du commerce extérieur reste négative (- 0,3 point). À l'inverse, celle des variations de stocks demeure légèrement positive (+ 0,1 point). La consommation des ménages est soutenue par un pouvoir d'achat de nouveau en hausse, car les revenus d'activité sont restés dynamiques en 2015, tandis que l'inflation a été quasi nulle du fait de sa composante énergétique.

Le dynamisme du pouvoir d'achat et ses conséquences

En 2015, le pouvoir d'achat des ménages a de nouveau accéléré : il augmente de 1,6 % en moyenne annuelle (après + 0,7 % en 2014 et - 0,4 % en 2013), ce qui constitue sa plus forte hausse depuis 2007. En effet, les revenus de la propriété ont rebondi, stimulés par les renégociations de crédit immobilier, tandis que les revenus d'activité sont restés dynamiques.

La consommation des ménages français a accéléré en moyenne sur l'année (+ 1,5 %) dans le sillage de leur pouvoir d'achat, mais a trébuché au dernier trimestre (- 0,2 %). Avec la douceur des températures hexagonales, les dépenses de chauffage et d'habillement ont globalement baissé.

Le regain de pouvoir d'achat des ménages a également alimenté leur épargne : en moyenne en 2015, le taux d'épargne se serait établi à 14,5 %, stable par rapport à 2014.

Sursaut du taux de marge des entreprises françaises en 2015

Fin 2015, le taux de marge des sociétés non financières dépasse les 31 %, en augmentation de 1,8 point sur un an, ce qui serait sa plus forte hausse depuis 1986. Cette forte hausse du taux de marge des sociétés non financières a été portée par la baisse du prix du pétrole, la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, et la réduction des cotisations sociales patronales dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité. Le taux de marge des sociétés non financières s'est ainsi nettement rapproché de son niveau moyen d'avant-crise (32,7 % entre 1988 et 2007).

Depuis début 2015, l'investissement des entreprises augmente significativement, soutenu par de meilleures perspectives de demande, la plus grande capacité à autofinancer leurs projets qu'apporte un taux de marge accru, la baisse des coûts d'emprunt, et l'incitation fiscale du suramortissement de 40 %.

L'activité se contracte en Amérique latine

En 2015, avec une contraction de -0,1 %, le rythme de l'activité économique dans la zone Amérique Latine et Caraïbes est le plus faible enregistré depuis les crises majeures des années 1983 et 2009. Cependant, les grands pays d'Amérique du Sud continuent de recevoir d'importants volumes d'investissements et leur marché de la dette privée est soutenu par le contexte général de taux historiquement bas. La baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées. Les conditions de financement se dégradent, la hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines alourdit les charges de la dette. Au Brésil, la récession se prolonge dans un contexte de tensions politiques et de détérioration des finances publiques. Malgré le redressement du commerce extérieur, la production industrielle diminue et la demande intérieure reste dégragée.

Conjoncture et perspectives 2016

Début 2016, le climat des affaires mondial s'est altéré, ce qui suggère une progression des échanges encore poussive. Mais comme le cours du pétrole a baissé à nouveau, l'inflation reste très faible et le pouvoir d'achat des ménages se renforce dans les pays avancés. La croissance resterait modérée aux États-Unis et au Royaume-Uni, au regard du rythme atteint jusque mi-2015, car la demande des entreprises est en nette baisse de régime. Dans la zone euro, l'activité retrouverait un peu de tonus avec l'accélération de la consommation et la reprise de l'investissement, mais le commerce extérieur pèserait sur la croissance.

La croissance française gagnerait un peu de tonus au premier semestre 2016 (+0,4 % par trimestre). Après une année de reprise en 2015 (+1,3 %), l'acquis de croissance pour 2016 serait proche de ce niveau dès la mi-année. Avec la légère accélération de l'activité et le développement des dispositifs visant à enrichir la croissance en emplois, l'emploi marchand continuerait de progresser quasiment sur le même rythme que fin 2015. L'emploi total augmenterait plus vite que la population active et le taux de chômage baisserait de nouveau modérément pour atteindre 10,2 % mi-2016 sur l'ensemble de la France.

Divers aléas sont associés à ce scénario. D'abord, le ralentissement des économies émergentes et son impact sur les exportations européennes, notamment allemandes, pourraient être plus amples que prévu, ce qui entraverait un peu plus qu'anticipé la hausse du commerce mondial et celle de l'activité européenne. À l'inverse, alors qu'une légère remontée du taux d'épargne est prévue, les ménages européens et en particulier français pourraient consommer un peu plus rapidement qu'anticipé les gains de pouvoir d'achat.

1 Consolidation de la croissance nationale en 2015

Le Produit intérieur brut et l'évolution de ses composantes (Variations n/n-1 en volumes chaînés, en %)

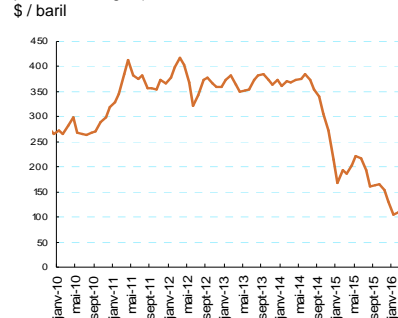
	2013	2014	2015
Produit intérieur brut	0,6	0,6	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6
Dép. conso. ménages	0,5	0,7	1,5
Dép. conso. APU*	1,5	1,2	1,4
FBCF totale	-0,8	-0,3	1,0
dont ENF*	0,2	1,6	2,8
dont ménages	-0,5	-3,5	-0,8
dont APU*	-0,7	-5,7	-3,8
Exportations	1,9	3,3	6,1
Contribution des variations de stocks	0,2	0,5	0,1

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières.

Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010.

2 Les prix du pétrole plongent en 2015

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (Texas) (calcul à pondération égale) Base 100 en 2000 \$ / baril



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

3 Croissance mondiale atone

Croissance du PIB en 2012, 2013 et 2014, projections pour 2015 et 2016 (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016
Monde	3,5	3,3	3,4	3,1	3,2
Économies avancées	1,2	1,2	1,8	1,9	1,9
États Unis	2,2	1,5	2,4	2,4	2,4
Zone Euro, dont :	-0,9	-0,3	0,9	1,6	1,5
France	0,2	0,6	0,6	1,3	1,1
Allemagne	0,6	0,4	1,6	1,5	1,5
Japon	1,8	1,6	-0,1	1,0	1,2
Pays émergents ou en développement	5,3	4,9	4,6	4,0	4,1
Chine	7,7	7,7	7,3	6,9	6,5
Inde	5,6	6,6	7,2	7,3	7,5
Amérique Latine - Caraïbes	3,2	3,0	1,3	-0,1	-0,5
Brésil	1,9	3,0	0,1	-3,8	-3,8
Venezuela	5,6	1,3	-3,9	-5,7	-8,0
Suriname	3,1	2,8	1,8	0,1	-2,0
Caraïbes¹	1,7	3,4	5,1	5,1	4,4
Haïti	2,9	4,2	2,8	1,0	2,3
République Dominicaine	7,1	8,5	9,2	7,7	4,9
Antigua et Barbuda	3,6	1,5	4,2	2,2	2,0
Dominique	-1,3	0,6	3,9	-4,3	4,9
Sainte-Lucie	-1,1	0,1	0,5	1,6	1,4
Barbade	0,3	0,0	0,2	0,5	2,1
Trinidad et Tobago	1,3	2,3	-1,0	-1,8	-1,1

¹ Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haïti, Jamaïque, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2016 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

Pour en savoir plus

- Note de conjoncture décembre 2015 et mars 2016, Insee. Insee Résultats n° 127, mai 2016, Comptes nationaux annuels.